

Table n°3: La Stratégie Good Food 2 a-t-elle permis d'établir des liens entre les compétences environnementales et sociales ou encore de santé ?

PRESENTS

Animation : Möbius et Bruxelles Environnement

Participants :

Annicchiarico	Gabriele	Coop-City
Aujean	Sophie	École à table
Bourdon	Céline	Administration Communale Watermael Boitsfort
DEJAEGHERE	Vanessa	Hôpitaux Iris Sud
Denef	Ann	Logement pour Tous AIS
Dinéty	Clara	La Ferme du Chaudron ASBL
Hees	Denis	up! lokal
Normand	Alice	Rencontre des Continents
Schuermans	Alice	CEMPA Auderghem
Tribel	Lauriane	CHIREC
Vanoeteren	Chantal	Free lance
Vastesaeger	Juliette	Cellule Manger Demain
Vernat	Cyrielle	Question Santé (Manger Bouger)
NYAKAYIRU	Patrick	CPAS Auderghem

CONTEXTE

Résumé de l'évaluation finale de la Stratégie Good Food (2021) :

Secteur social/santé

- *La stratégie GF 1 n'a clairement pas assez pris en compte la question de l'accès à l'alimentation pour un public précarisé. (...). Ces (...) aspects sont clairement à renforcer pour la suite.*
- *Reste aussi à toucher un public plus diversifié, et dans les zones qui en ont le plus besoin*
- *On constate que l'offre Good Food reste inégalement répartie sur la Région et que tous les bruxellois n'y ont pas accès*
- *Si 1/3 des Bruxellois.es ont adopté un nouveau comportement, il s'agit proportionnellement plus du public disposant de ressources (près de 40% des Bruxellois) plutôt que des publics plus fragilisés (27% des Bruxellois).*

- Dès 2020, des liens ont été établis avec la préparation du plan social santé intégré (Brussels Takes Care (...)). Evidemment, le renforcement de la transversalité concerne aussi d'autres compétences, locales, régionales, communautaires, ainsi qu'un travail accru au niveau interrégional.
- Etude prospective (2020) :
 - Il conviendrait pour la suite de la stratégie de renforcer certaines actions déjà en place (notamment les potagers sociaux) mais aussi de développer de nouvelles des actions qui permettraient de toucher un public plus diversifié sur l'ensemble du territoire de la Région.
 - Les moyens prévus dans la SGF1 pour le secteur social/santé étaient insuffisants.

CE QU'ON A MIS EN PLACE AVEC SGF2

stratégie :

- Mise en place d'un axe spécifique pour traiter la question de l'amélioration de l'accessibilité de l'alimentation saine et de qualité -> priorité de la stratégie GF2 -> AXE 4
- Vision : inviter la Good Food à toutes les tables / pas réservé à une population bien nantie grâce à des dispositifs divers
 - outil "production alimentaire" aux abords des logements sociaux
 - subventionnement à des acteurs de terrain (Cuisines de quartier, VRAC, supermarchés coopératifs, etc)
 - soutien et subventionnement via l'appel à projet Good Food (en 2023 et 2024) de projets d'acteurs de terrain pour le développement de projet qui visent l'amélioration de l'accessibilité de la Good Food.
 - Dans ces appels on retrouve le soutien à des projets tels que l'expérimentation de la SSA à l'ULB, le financement de l'asbl « les amies de cabas » pour le développement d'un réseau d'approvisionnement GF a destination du secteur associatif et de l'aide alimentaire
 - Au total : 19 projets soutenus
 - Soutien et subventionnement via l'appel à projet PLAN ACTION CLIMAT destiné aux communes et aux cpas : 5 projets soutenus
 - Soutien à 15 projets de collectifs de citoyens
 - Formation Good Food à destination du secteur du social et de la santé -> objectif d'outiller les acteurs et actrices relais pour aborder la thématique de l'alimentation avec leur public -> 134 personnes formées provenant de 112 structures différentes.
- **Décloisonnement entre le secteur social, santé et l'environnement -> volonté que la stratégie Good Food soit également appropriée par d'autres secteurs afin qu'elle ne reste pas uniquement portée par l'environnement.** Il y avait une volonté politique au lancement de la SGF2 de découpler la thématique de l'alimentation et qu'elle soit co-portée par l'environnement, le social, la santé (et l'économique). A ce stade, la COCOF a contribué financièrement aux deux appels à projets Associations Good Food (2024 et 2024).

DISCUSSION

L'animation propose aux participants de placer des gommettes sur une ligne afin de recueillir leur avis sur le degré de progression sur différentes questions entre la stratégie Good Food 1 et la stratégie Good Food 2.

- A-t-on fait mieux qu'avant ?
- A-t-on régressé ?
- Est-on est au statut quo ?

La stratégie manque de transversalité avec le monde social-santé (au niveau local, régional, communautaire, interrégional)



La stratégie n'a pas assez pris en compte la question de l'accès à l'alimentation pour un public précarisé



La stratégie touche un public peu diversifié



Les moyens financiers prévus dans la stratégie pour le secteur social/santé sont insuffisants



Point 1 : La stratégie manque de transversalité avec le monde social-santé (au niveau local, régional, communautaire, interrégional)

Les gommettes sont placées au centre.

- *Beaucoup de points d'interrogation sur le futur de la stratégie et du positionnement politique mais quand on voit le nombre de projets qui sont développés sur le terrain c'est impressionnant.*
- *Le frein financier à se lancer dans ces démarches est tellement important que même si on a envie de faire évoluer les pratiques parfois c'est compliqué. (centre de production des repas d'un hôpital)*
- *Le cadre : une asbl a contacté la Cocof pour des financements mais l'asbl ne rentre pas dans la case administrative et repart bredouille.*
- *il faut encore faire le « serpent » pour zigzaguer dans les appels à projets et parfois occulter des parties de développement de projet en fonction du destinataire (ex : AAP environnemental, on nous reproche de faire trop de social et dans l'AAP social on nous reproche de faire de la santé etc).*
- *décloisonnement commence de la part des structures de terrain. 112 structures sont venues suivre la formation Good Food à destination du secteur social et santé. Repose fortement aujourd'hui sur les initiatives personnelles alors qu'il faut des financements de fond.*
- *Good Food ne fait pas partie des missions directes du logement social. Par contre on a répondu à un appel à projet car on a identifié que le public précarisé avec lequel on travaille voulait de l'information.*

Point 2 : La stratégie n'a pas assez pris en compte la question de l'accès à l'alimentation pour un public précarisé

Positionnement disparate des gommettes.

- Question de la pérennité : qu'est ce qu'il va advenir du projet à long terme après le subside, lorsqu'il n'y aura plus personne pour effectuer les animations ?
- Temps long : les processus avec les publics précaires sont super longs -> parfois les critères d'exigence dans les appels vont à l'encontre de cela. On reste sur des processus très long.
- il y a des choses qui bougent sur le terrain mais au niveau de l'impact on n'y est pas encore (bcp d'initiatives autour de l'accessibilité : CLASS à Schaerbeek, des Cpas qui mettent des fonds etc.) Par contre l'engagement des pouvoirs publics est impératif. Sans eux et sans engagements financiers des pp cela ne se fera pas.
- les petits projets font tout leur possible à leur échelle, mais parfois décourageant quand on voit le poids du marketing ou d'autres acteurs qui ont une marge de manœuvre écrasante.
- Il y a une amélioration par rapport à la SGF1 car notre projet a été soutenu. Les critiques émises, et l'attention envers les publics plus précaires ont été pris en compte entre SGF1 et SGF2. Ce n'est pas encore assez en terme de financement mais l'intention est clairement intégrée.
- le public précaire est un public avec lequel il faut travailler dans le temps long, il faut envisager des soutiens sur le plus long terme qui pourraient accompagner les projets à long terme.
- Il n'y a pas vraiment une régression, mais plutôt le constat qu'il y a bien une réelle volonté et que les moyens de sont suffisants par rapport à l'ampleur du travail à mener.

Points 3 : La stratégie touche un public peu diversifié

Positionnement disparate des gommettes.

- Les initiatives ne sont pas bien dispersées sur le territoire bruxellois (initiatives commerciales, associatives etc). il y a des zones bruxelloises qui sont desservies en Gf et d'autres vrmt moins. C'est aussi corrélé aux initiatives et au dynamisme des communes (ex : mise en place d'un marché de plein air bio etc.)
- Il y a plein d'initiatives de terrain qui participent à faire bouger les lignes sur le sujet de l'accessibilité symbolique et l'information (ex : réseau santé diabète, kom à la maison) et sur les liens entre social, santé et environnement.
- Les personnes très précarisées sont difficiles à toucher, mais il en va de même pour les personnes très bien loties (alors que leur impact environnemental est plus conséquent). Mais ils ont le moyen du choix.
- Encore fortement confronté à l'incompréhension du pourquoi lorsqu'on parle de bio ou de végétalisation des assiettes auprès des échevins (ex : EAT qui défend le projet, il y a une vraie incompréhension). Les liens entre environnement et santé ne sont pas bien compris.
- Secteur des hôpitaux : annonce de réductions importantes dans le secteur, on voit mal comment on va pouvoir développer de nouvelles choses, notamment en lien avec la transition de la qualité des repas vers plus de durabilité. L'intérêt est là, mais l'économique (ratio meilleur prix/quantité) est toujours
- Les choses bougent sur le terrain par exemple : dans les quartiers plus précaires, les gens cherchent à tout prix à avoir des œufs bio car ils ont peur des impacts santé par rapport aux autres œufs. Il faut continuer à faire circuler l'information et faire des liens avec les bienfaits santé).

Point 4 : Les moyens financiers prévus dans la stratégie pour le secteur social/santé sont insuffisants

- Manque de moyens importants -> si on a envie de le faire bien, il faut vrmt y mettre les moyens.

- Les moyens mis à disposition par des fondations privées (ex : 4 wings) est plus important que les moyens des pouvoirs publics. Les moyens mis à disposition présentent l'intérêt d'être récurrents sur une période donnée (ex : 3 ans), mais se pose la question de la pérennité à terme, lorsque le soutien se termine.

Quelles sont les nouvelles actions que la SGF doit mettre en place pour la poursuite de la stratégie ?

Avec l'enveloppe budgétaire disponible comment doit-on prioriser les actions ?

- Suggestion : screener le budget total de la Good Food et consacrer 40% à l'accessibilité (en miroir avec la diversité socio-économique bruxelloise)
- Voir les budgets qui sont mis dans des campagnes de communication à grande échelle (ex : Bxl Propreté avec le sac orange, alors que le financement d'un acteur de terrain qui ferait de la sensibilisation serait plus pertinente -> exemple : les épiciers au sein des quartiers qui sont en contact avec les habitants et qui a leur échelle pourraient faire progresser les choses de manière plus importante. Cela coûterait moins cher que la campagne de communication. -> changement de comportement -> mettre en place des stratégies à multi-entrées.
- Pousser la collaboration avec le secteur de la santé pour trouver des fonds (notamment santé)
- Comment peut-on augmenter les enveloppes ?
- Faire en sorte que les gens puissent
 - Proximité (carte du québec) -> l'état donne directement de l'argent aux publics précaires afin de combler la différence (// SSA)
- Faire du bottom-up / messages non paternalistes -> aller demander aux gens ce dont ils ont besoin, mettre en place des conseils de politique alimentaire à l'échelle des territoires (quartiers, communes).
- Se focaliser sur les réalités de terrain, des acteurs relais de terrain qui sont en lien au quotidien avec des publics.
- Pousser le plaidoyer -> il faut aussi que les acteurs de terrain se réunissent pour faire un plaidoyer auprès des politiques.
- Le public n'est pas connecté à la SGF2 -> BE pourrait mieux cibler et territorialiser les actions et les moyens.

Mot de la fin , conclusion :

Les acteurs de terrain du secteur social, santé, environnement se battent pour faire vivre des projets de terrain. Il y a énormément de choses qui se mettent en place, mais cela prend du temps. Ce sont des processus qui prennent des années. Le travail à faire avec les publics qu'ils soient précaires, ou nantis est encore titanestque. Il reste encore un travail pour permettre aux citoyens de faire les liens entre la santé et l'environnement, tout en mettant en avant les intérêts et bénéfices sous jacents. La transition souffre des freins et difficultés économiques qui prennent le dessus presque systématiquement. Cela crée parfois un immobilisme alors que les équipes voudraient évoluer (ex : pratiques en hôpitaux).

La stratégie Good Food 2 est une super stratégie du point de vue des concepts (accessibilité, ouverture au secteur social/santé), mais elle est vraiment sous-financée. Les enjeux sont colossaux et les enveloppes ne sont pas à la hauteur.

Que faire ? les acteurs participant à la discussion poussent pour se concerter et effectuer un travail de plaidoyer continu. Il faudrait également sortir des cases administratives et pousser le décloisonnement des administrations afin de joindre les moyens.